

Le gouvernement gèle nos salaires pour 2011/2012, et par conséquent les fonctionnaires vont subir **une perte importante de pouvoir d'achat.**

Lors du rendez-vous salarial de ce jour, le gouvernement est resté sourd aux revendications de la CFTC et de l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction Publique. Alors que l'inflation devrait être d'au moins 2 %, cette année il maintient le gel du point d'indice en 2011 et 2012. Ce ne sont pas les maigres mesures catégorielles programmées qui changeront la donne et nos rémunérations vont continuer à s'enfoncer dans les eaux du SMIC. Au moment où l'on évoque l'attribution de primes à certains salariés, les fonctionnaires n'accepteront pas cet ostracisme.

COMMUNIQUE DE PRESSE de l'INTERFON CFTC du 19 avril 2011 :

RDV salarial fonction publique Erreur de date ??

L'Interfon CFTC a participé au rendez-vous salarial obligatoire avec les ministres chargés de la fonction publique (M. Baroin et M. Tron).
Erreur de date ? Sans aucun doute puisque ce RDV a servi à justifier une politique de rigueur budgétaire que les agents de la fonction publique devront subir.

Alors que tous les chiffres sont au rouge dans le domaine des augmentations inéluctables des prix, essence, gaz, électricité...le gouvernement voudrait faire croire à une partie de la population que cela n'a pas de conséquence sur leur pouvoir d'achat.
Le taux d'inflation va dépasser dans peu de temps les 2 %, mais qu'à cela ne tienne, pas de conséquence disent-ils !!!!!

L'Interfon CFTC est scandalisé par le peu d'intérêt porté à la vie quotidienne de millions de fonctionnaires, et d'agents publics donc de familles qui subissent ces crises économiques. Jusqu'à quand va-t-on faire croire à la population que tout va bien dans le meilleur des mondes ?

L'Interfon CFTC réclame de toute urgence un geste en faveur de l'augmentation de la valeur du point, seul élément concourant au maintien du pouvoir d'achat. Tout le reste justifié par le gouvernement ne peut concourir qu'à la progression du pouvoir d'achat mais non lié à l'inflation.